

TABLES DE CONVERSION DE L'USUFRUIT

	Hommes			Femmes		
103	1,41	1,00	1,39	1,50	1,00	1,48
104	1,31	1,00	1,30	1,38	1,00	1,36
105	1,22	1,00	1,21	1,28	1,00	1,27
106	1,14	1,00	1,13	1,18	1,00	1,17
107	1,06	1,00	1,05	1,09	1,00	1,08
108	0,99	1,00	0,98	1,01	1,00	1,00
109	0,93	1,00	0,92	0,94	1,00	0,93
110	0,87	1,00	0,86	0,87	1,00	0,86
111	0,81	1,00	0,80	0,81	1,00	0,80
112	0,76	1,00	0,75	0,76	1,00	0,75
113	0,72	1,00	0,71	0,71	1,00	0,70
114	0,67	1,00	0,66	0,67	1,00	0,66
115	0,64	1,00	0,63	0,63	1,00	0,62
116	0,60	1,00	0,60	0,59	1,00	0,59
117	0,57	1,00	0,57	0,56	1,00	0,56
118	0,55	1,00	0,55	0,54	1,00	0,54
119	0,53	1,00	0,53	0,52	1,00	0,52
120	0,17	1,00	0,17	0,17	1,00	0,17

(1) E_{gx} = Espérance de vie générationnelle

(2) I = Taux d'intérêt (min 1 %)

(3) Conv. = Taux de conversion de l'usufruit

Sources :

OLO : BNB

Espérances de vie générationnelles : BFP – DGS

Calculs : BFP – IABE

Paramètres :

OLO : max entre 1 et moyenne 1/5/2016-30/4/2018 ; précompte : 30 %

Vu pour être annexé à notre arrêté du 1^{er} juillet 2018 établissant les tables de conversion de l'usufruit visées à l'article 745^{sexies}, § 3, du Code civil.

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/12947]

21 JUIN 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 12 octobre 2010 relatif à l'approbation, à la vérification et à l'installation des instruments de mesure utilisés pour surveiller l'application de la loi relative à la police de la circulation routière et des arrêtés pris en exécution de celle-ci

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 62, alinéa 4, modifié par les lois des 4 août 1996 et 9 mars 2014;

Vu le Code de droit économique, les articles VIII.43, VIII.46, VIII.51, VIII.52, VIII. 53, VIII.54, VIII.55, VIII.56;

Vu l'arrêté royal du 12 octobre 2010 relatif à l'approbation, à la vérification et à l'installation des instruments de mesure utilisés pour surveiller l'application de la loi relative à la police de la circulation routière et des arrêtés pris en exécution de celle-ci;

Vu la communication à la Commission Européenne, le 6 mars 2018, en application de l'article 5, § 1^{er}, de la directive 2015/1535/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Vu le rapport du 15 mars 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations Unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 février 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 mars 2018;

Vu l'avis 63.278/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 mai 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'arrêté royal du 20 décembre 1972 portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les modalités d'application du chapitre II de cette loi sur les instruments de mesure permet et organise la délégation des opérations de vérification périodique;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 12 octobre 2010 relatif à l'approbation, à la vérification et à l'installation des instruments de mesure utilisés pour surveiller l'application de la loi relative à la police de la circulation routière et des arrêtés pris en exécution de celle-ci, il est inséré un article 1/1, rédigé comme suit :

« Art. 1/1. Dans le présent arrêté, l'on entend par :

1^o le Ministre wallon : le Ministre qui a la Sécurité routière dans ses attributions ou son délégué;

2^o la Métrologie légale wallonne : la Direction ou la Cellule de la Direction générale opérationnelle Routes et Bâtiments du Service public de Wallonie chargée de la métrologie légale et de l'exécution des prestations métrologiques. ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Ministre wallon peut décider que l'approbation de modèle n'est pas requise pour certains instruments de mesure. Dans ce cas, le Ministre wallon définit les essais qui sont réalisés et la manière dont ils sont exécutés en vue de la vérification primitive, de la vérification périodique et du contrôle technique. Le Ministre wallon détermine également le contenu du certificat de vérification. ».

Art. 3. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « ou auprès de la Métrologie légale wallonne » sont insérés entre les mots « Classes moyennes et Energie » et les mots « , par le fabricant »;

2^o au paragraphe 2, alinéa 2, les mots « ou à la Métrologie légale wallonne » sont insérés entre le mot « Métrologie » et le mot « , accompagnés ».

Art. 4. A l'article 7 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou à la Métrologie légale wallonne »;

2^o à l'alinéa 2, les mots « ou la Métrologie légale wallonne » sont insérés entre les mots « par le Service Métrologie » et les mots « sur la base des »;

3^o à l'alinéa 3, les mots « ou la Métrologie légale wallonne » sont insérés entre les mots « Le Service Métrologie » et le mot « mentionne ».

Art. 5. Dans l'article 8 du même arrêté, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots « ou de la Métrologie légale wallonne ».

Art. 6. L'article 10 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 10. Les instruments sont soumis aux vérifications primitive et périodique et au contrôle technique dont les essais sont exécutés conformément au dossier d'approbation de modèle par un organisme agréé à cet effet ou par la Métrologie légale wallonne.

Pour être agréés, les organismes d'inspection :

1^o sont accrédités sur base des normes européennes EN 17025 et EN ISO/IEC 17020 comme organismes d'inspection de type A, par un organisme d'accréditation conformément aux exigences EN 17020, type A, dans le cadre du système belge d'accréditation ou selon une accréditation équivalente dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat AELE partie contractante à l'Espace économique européen ou en Turquie ou en Suisse;

2^o respectent les exigences fixées sous le titre *Ibis* de l'arrêté royal du 20 décembre 1972 portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les modalités d'application du chapitre II de cette loi, relatif aux instruments de mesure, qui permet et organise la délégation des opérations de vérification périodique.

L'organisme d'inspection se voit délivrer un certificat d'agrément, selon les exigences prévues par le présent article, par la Métrologie légale wallonne pour la réalisation de la vérification primitive et périodique.

Pour les instruments de mesure visés par le présent arrêté, les organismes d'inspection agréés ou la Métrologie légale wallonne apposent, à l'issue de la séance de vérification périodique, les marques d'acceptation, les marques de refus et les marques de scellement fixées par les articles 34bis9, 34bis16, 34bis17 et 34bis18 de l'arrêté royal du 20 décembre 1972 portant mise en vigueur partielle de la loi du 16 juin 1970 sur les unités, étalons et instruments de mesure et fixant les modalités d'application du chapitre II de cette loi, relatif aux instruments de mesure.

Le certificat d'agrément prévoit le délai de transfert des résultats de la vérification périodique vers la Métrologie légale wallonne de même que les marques de scellement à utiliser par l'organisme d'inspection agréé.

Lorsque l'organisme d'inspection agréé ne respecte pas les dispositions prises en exécution du présent article, le Ministre wallon peut suspendre ou retirer l'agrément, en tout ou en partie, après que l'organisme d'inspection agréé ait été en mesure de présenter ses observations. ».

Art. 7. Dans l'article 14, alinéa 4, du même arrêté, les mots « ou à la Métrologie légale wallonne » sont insérés entre les mots « au Service de la Métrologie » et les mots « dans le cadre ».

Art. 8. L'article 16 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 16. La Métrologie légale wallonne précise dans le dossier d'approbation de modèle, pour chaque type d'installation, les essais de contrôle qui sont effectués et la périodicité de ceux-ci.

La certification de conformité de chaque nouvelle installation, par rapport à l'approbation de modèle, son fonctionnement correct et les essais de contrôle périodiques couverts par un nouveau certificat sont effectués par un organisme agréé à cet effet sur base des exigences de la norme européenne EN 17020, type A dans le cadre du système belge d'accréditation ou selon une accréditation équivalente dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat AELE partie contractante à l'Espace économique européen ou en Turquie ou en Suisse.

Le dossier de chaque installation comprend les plans détaillés de celle-ci, le certificat de conformité, les résultats des essais, et, le cas échéant, des images prises par l'installation, en particulier toutes les informations nécessaires dans le cadre de la méthode de contrôle indépendante. Le dossier est transmis :

- 1° à la Métrologie légale wallonne qui est chargé de la haute surveillance;
- 2° au Parquet concerné;
- 3° au gestionnaire de la route concerné;
- 4° à la zone de police concernée ou la Police fédérale.

Les installations fixes sont entretenues régulièrement et surveillées, afin d'assurer la pérennité de leurs performances métrologiques.

En cas de défaillance constatée ou de changements à l'installation, celle-ci est mise hors service. Dès que les réparations ou modifications nécessaires ont été effectuées, le dossier est mis à jour et transmis par l'organisme. ».

Art. 9. Dans le même arrêté, l'intitulé du chapitre VI est remplacé par ce qui suit :

« Redevances ».

Art. 10. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. § 1^{er}. Le montant de la redevance pour une approbation de modèle, due à la Métrologie légale wallonne pour l'examen et l'évaluation des rapports de mesures et d'essais et pour la délivrance de l'approbation, s'élève à 1.500 euros.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est réduit à :

- 1° 750 euros en cas de variante d'un modèle déjà approuvé, si cette variante requiert l'examen de nouveaux rapports d'essais;
- 2° 250 euros en cas de variante de nature purement administrative.

§ 2. Lorsque la vérification primitive ou la vérification primitive après réparation est réalisée par la Métrologie légale wallonne, le montant de la redevance due pour l'examen et l'évaluation des rapports de mesures et d'essais ainsi que pour la délivrance du rapport de vérification primitive, s'élève à 500 euros.

Lorsque la vérification périodique est réalisée par la Métrologie légale wallonne, le montant de la redevance due pour l'examen et l'évaluation des rapports de mesures et d'essais ainsi que pour la délivrance du rapport de vérification périodique, s'élève à 250 euros.

Lorsqu'un contrôle technique sur demande est réalisé par la Métrologie légale wallonne, le montant de la redevance due pour l'examen et l'évaluation des rapports de mesures et d'essais ainsi que pour la délivrance du rapport de contrôle technique, s'élève à 500 euros.

§ 3. Lorsque la marque de vérification est refusée, la redevance est due comme si la marque avait été accordée. La redevance est à nouveau due lorsque la vérification de l'instrument concerné est recommencée.

Lorsque la vérification est interrompue ou ralentie pour des raisons incombant au demandeur ou au détenteur, le temps d'attente est facturé au tarif de 100 euros par heure.

Si la demande pour la vérification périodique est annulée par le demandeur ou le détenteur moins de trois jours de semaine en dehors du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux avant la date prévue, une redevance forfaitaire est due, égale à quarante pour cent de la redevance qui aurait été due si la vérification avait eu lieu, sans que son montant ne dépasse 200 euros.

§ 4. Les détenteurs des instruments de mesure visés dans le présent arrêté mettent, sur simple réquisition, ces instruments à la disposition des agents de la Métrologie légale wallonne, pendant le temps nécessaire aux opérations de vérification ou de contrôle technique, en suspendant au besoin leur utilisation. Ils fournissent, à la demande des agents de la Métrologie légale wallonne, le matériel et le personnel nécessaires à ces opérations.

§ 5. Les montants des redevances métrologiques du présent arrêté sont adaptés annuellement, au 1^{er} janvier, à l'indice des prix à la consommation.

Le calcul de l'adaptation se fait sur la base du coefficient obtenu en divisant l'indice du mois de novembre qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation aura lieu, par l'indice du mois de novembre 2011. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à l'euro inférieur le plus proche, sauf si le montant arrondi est inférieur au montant originel. ».

Art. 11. Dans l'article 18, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « ou par la Métrologie légale wallonne » sont insérés entre le mot « Métrologie » et les mots « est fixé ».

Art. 12. A l'annexe 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° entre les mots « Marques d'acceptation et de refus » et les mots « Marques d'acceptation en vérification primitive ou périodique » est inséré ce qui suit :



2° les mots « ou la Métrologie légale wallonne » sont insérés entre les mots « Service de la Métrologie » et les mots « de forme rectangulaire ».

Art. 13. L'article 20 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Jusqu'au 31 décembre 2018, la Métrologie légale wallonne peut, par dérogation à l'article 10, délivrer un agrément provisoire aux candidats à l'agrément qui ont un dossier en cours auprès d'un organisme d'accréditation ou qui sont déjà accrédités sur base des normes européennes EN 17025 et EN ISO/IEC 17020 comme organismes d'inspection de type A. ».

Art. 14. Le Ministre qui a la Sécurité routière dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 21 juin 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/12947]

21. JUNI 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 12. Oktober 2010 über die Zulassung, die Eichung und die Einrichtung der Messgeräte, die zur Kontrolle der Umsetzung des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei und der in Ausführung dieses Gesetzes verabschiedeten Erlasse eingesetzt werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des am 16. März 1968 koordinierten Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei, Artikel 62 Absatz 4, abgeändert durch die Gesetze vom 4. August 1996 und 9. März 2014;

Aufgrund des Wirtschaftsgesetzbuches, Artikel VIII.43, VIII.46, VIII.51, VIII.52, VIII. 53, VIII.54, VIII.55, VIII.56;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 12. Oktober 2010 über die Zulassung, die Eichung und die Einrichtung der Messgeräte, die zur Kontrolle der Umsetzung des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei und der in Ausführung dieses Gesetzes verabschiedeten Erlasse eingesetzt werden;

Aufgrund der am 6. März 2018 erfolgten Mitteilung an die Europäische Kommission gemäß Artikel 5 § 1 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 15. März 2018;

Aufgrund der am 22. Februar 2018 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 29. März 2018 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 2. Mai 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 63.278/4;

In der Erwägung, dass der Königliche Erlass vom 20. Dezember 1972 zur teilweisen Inkraftsetzung des Gesetzes vom 16. Juni 1970 über die Maßeinheiten, Eichmaße und Messgeräte und zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung von Kapitel II dieses Gesetzes über die Messgeräte die Übertragung der Nacheichvorgänge erlaubt und organisiert;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In den Königlichen Erlass vom 12. Oktober 2010 über die Zulassung, die Eichung und die Einrichtung der Messgeräte, die zur Kontrolle der Umsetzung des Gesetzes über die Straßenverkehrspolizei und der in Ausführung dieses Gesetzes verabschiedeten Erlasse eingesetzt werden, wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 1/1- Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1. "Wallonischer Minister": der Wallonische Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, oder dessen Beauftragter;

2° "Wallonisches gesetzliches Messwesen": die Direktion oder das Büro der operativen Generaldirektion Straßen und Gebäude des Öffentlichen Dienstes der Wallonie, die bzw. das mit dem gesetzlichen Messwesen und mit der Durchführung von messtechnischen Leistungen beauftragt ist."

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend von Absatz 1 kann der Wallonische Minister beschließen, dass für bestimmte Messgeräte die Bauartzulassung nicht erforderlich ist. In diesem Fall bestimmt der Wallonische Minister, welche Versuche zwecks der Ersteichung, der Nacheichung und der technischen Kontrolle vorgenommen werden, und wie diese Versuche durchzuführen sind. Der Wallonische Minister bestimmt ebenfalls den Inhalt der Eichbescheinigung."

Art. 3 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraf 1 Absatz 1 werden die Wörter "oder "bei dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen" nach "Mittelstand und Energie" eingefügt;

2° in Paragraf 1 Absatz 1 werden die Wörter "oder dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen" nach "dem messtechnischen Dienst" eingefügt.

Art. 4 - In Artikel 7 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "oder dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen" nach "dem messtechnischen Dienst" eingefügt;

2° in Absatz 2 werden die Wörter "oder dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen" nach "dem messtechnischen Dienst" eingefügt;

3° in Absatz 3 werden die Wörter "oder das Wallonische gesetzliche Messwesen" nach "Der messtechnische Dienst" eingefügt.

Art. 5 - In Artikel 8 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "oder dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen" nach "dem messtechnischen Dienst" eingefügt.

Art. 6 - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 10 - Die Geräte werden der Ersteichung, der Nacheichung und der technischen Kontrolle unterworfen, und die entsprechenden Versuche werden in Übereinstimmung mit der Akte zur Bauartzulassung von einer zu diesem Zweck zugelassenen Stelle oder von dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen durchgeführt.

Zwecks ihrer Zulassung müssen die Inspektionsstellen

1° aufgrund der europäischen Normen EN 17025 und EN ISO/IEC 17020 von einer Akkreditierungsstelle nach den Anforderungen EN 17020 Typ A als Inspektionsstelle des Typs A akkreditiert sein, und zwar im Rahmen des belgischen Akkreditierungssystems oder nach einer gleichwertigen Akkreditierung in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem EFTA-Staat, der Vertragspartei des EWR-Abkommens ist, oder in der Türkei oder in der Schweiz;

2° die Anforderungen nach Titel II*bis* des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1972 zur teilweisen Inkraftsetzung des Gesetzes vom 16. Juni 1970 über die Maßeinheiten, Eichmaße und Messgeräte und zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung von Kapitel II dieses Gesetzes über die Messgeräte einhalten, durch den die Übertragung der Nacheichvorgänge erlaubt und organisiert wird.

Das Wallonische gesetzliche Messwesen gewährt der Inspektionsstelle nach den in vorliegendem Artikel vorgesehenen Anforderungen eine Zulassungsbescheinigung, welche die Durchführung der Erst- und Nacheichung betrifft.

Für die in vorliegendem Erlass genannten Messgeräte bringen die zugelassenen Inspektionsstellen oder das Wallonische gesetzliche Messwesen nach Durchführung der Nacheichung die Zulassungs-, Ablehnungs- und Sicherungsstempel an, die in den Artikeln 34*bis*9, 34*bis*16, 34*bis*17 und 34*bis*18 des Königlichen Erlasses vom 20. Dezember 1972 zur teilweisen Inkraftsetzung des Gesetzes vom 16. Juni 1970 über die Maßeinheiten, Eichmaße und Messgeräte und zur Festlegung der Modalitäten für die Anwendung von Kapitel II dieses Gesetzes über die Messgeräte festgelegt sind.

In der Zulassungsbescheinigung werden die Frist für die Mitteilung der Ergebnisse der Nacheichung an das Wallonische gesetzliche Messwesen sowie die Sicherungsstempel, die die zugelassene Inspektionsstelle zu benutzen hat, angegeben.

Wenn die zugelassene Inspektionsstelle die in Ausführung des vorliegenden Artikels getroffenen Bestimmungen nicht einhält, kann der Wallonische Minister die Zulassung teilweise oder ganz aussetzen oder entziehen, nachdem die zugelassene Inspektionsstelle ihre Bemerkungen hat gelten lassen können."

Art. 7 - In Artikel 14 Absatz 4 desselben Erlasses werden die Wörter "oder dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen" nach "dem messtechnischen Dienst" eingefügt.

Art. 8 - Artikel 16 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Artikel 16 - In der Akte zur Bauartzulassung gibt das Wallonische gesetzliche Messwesen für jede Art Anlage an, welche Kontrollversuche durchgeführt werden, und wie häufig sie stattfinden.

Die Konformitätszertifizierung für jede neue Anlage in Bezug auf die Bauartzulassung, ihre einwandfreie Funktionsweise und die durch eine neue Bescheinigung gedeckten Versuche im Rahmen der Nacheichung werden aufgrund der Anforderungen der Europäischen Norm EN 17020 Type A von einer zu diesem Zweck zugelassenen Stelle durchgeführt, und zwar im Rahmen des belgischen Akkreditierungssystems oder nach einer gleichwertigen Akkreditierung in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union oder in einem EFTA-Staat, der Vertragspartei des EWR-Abkommens ist, oder in der Türkei oder in der Schweiz.

Die Akte zu jeder Anlage umfasst die detaillierten Zeichnungen, die Konformitätsbescheinigung, die Ergebnisse der Versuche und gegebenenfalls die mittels der Anlage aufgenommen Bilder, insbesondere alle im Rahmen des unabhängigen Kontrollverfahrens erforderlichen Angaben. Die Akte wird folgenden Instanzen übermittelt:

- 1° dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen, das mit der Oberaufsicht beauftragt ist;
- 2° der betroffenen Staatsanwaltschaft;
- 3° dem betroffenen Verwalter des Straßen- und Wegenetzes;
- 4° der betroffenen Polizeizone oder der föderalen Polizei.

Die ortsfesten Anlagen werden regelmäßig gewartet und überwacht, damit deren Leistungen nachhaltig gesichert werden.

Die Anlage wird außer Betrieb genommen, wenn eine Betriebsstörung festgestellt wird, oder wenn an der Anlage Änderungen angebracht werden. Sobald die erforderlichen Reparaturen oder Änderungen durchgeführt worden sind, wird die Akte von der Stelle aktualisiert und weiter übermittelt."

Art. 9 - Die Überschrift von Kapitel IV desselben Erlasses wird durch folgende ersetzt:

"Gebühren"

Art. 10 - Artikel 17 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 17 - § 1. Der Betrag der Gebühr für eine Bauartzulassung, die dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen für die Untersuchung und Bewertung der Berichte über die Messungen und Versuche und für die Ausstellung der Zulassung zu zahlen ist, beläuft sich auf 1.500 Euro. Der in Absatz 1 genannte Betrag

1° wird auf 750 Euro verringert, wenn es sich um eine Variante einer bereits zugelassenen Bauart handelt, wenn diese Variante neue Versuchsberichte benötigt;

2° 250 Euro wenn es sich um eine rein administrative Variante handelt.

§ 2. Wenn die Ersteichung oder die Ersteichung nach einer Reparatur von dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen vorgenommen wird, beläuft sich die für die Prüfung und die Bewertung der Berichte über die Messungen und Versuche sowie für die Ausstellung des Berichts über die Ersteichung geschuldete Gebühr auf 500 Euro.

Wenn die Nacheichung von dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen vorgenommen wird, beläuft sich die für die Prüfung und die Bewertung der Berichte über die Messungen und Versuche sowie für die Ausstellung des Berichts über die Nacheichung geschuldete Gebühr auf 250 Euro.

Wenn eine technische Kontrolle auf Antrag von dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen vorgenommen wird, beläuft sich die für die Prüfung und die Bewertung der Berichte über die Messungen und Versuche sowie für die Ausstellung des Berichts über die technische Kontrolle geschuldete Gebühr auf 500 Euro.

§ 3. Wenn der Eichstempel verweigert wird, muss die Gebühr entrichtet werden, als wäre der Stempel gewährt worden. Die Gebühr muss erneut entrichtet werden, wenn das betreffende Gerät nochmals geeicht wird.

Wenn die Eichung aus Gründen, die auf den Antragsteller oder Besitzer zurückzuführen sind, unterbrochen oder verzögert wird, wird die Wartezeit zu 100 Euro/Stunde in Rechnung gestellt.

Wenn der Antrag auf eine Nacheichung vom Antragsteller oder vom Inhaber weniger als drei Wochentage (außerhalb des Samstags, des Sonntags oder der gesetzlichen Feiertage) vor dem geplanten Datum annulliert wird, so ist eine Pauschalgebühr zu entrichten, die sich auf vierzig Prozent der Gebühr beläuft, die zu entrichten gewesen wäre, wenn die Eichung stattgefunden hätte, ohne dass dieser Betrag 200 Euro überschreiten darf.

§ 4. Während der Zeit, die für die Durchführung der Eichung oder der technischen Kontrolle notwendig ist, stellen die Besitzer der im vorliegenden Erlass genannten Messgeräte diese Geräte auf einfachen Antrag den Bediensteten des Wallonischen gesetzlichen Messwesens zur Verfügung, wobei ihre Benutzung gegebenenfalls ausgesetzt wird. Auf Antrag der Bediensteten des Wallonischen gesetzlichen Messwesens stellen sie ebenfalls das zu diesen Vorgängen notwendige Material und Personal zur Verfügung.

§ 5. Die Beträge der Gebühren für das Messwesen nach vorliegendem Erlass werden jährlich am 1. Januar an den Verbraucherpreisindex angepasst.

Die Berechnung der Anpassung erfolgt auf der Grundlage des Koeffizienten, den man erhält, wenn man den Index des Monats November vor dem Monat Januar, im Laufe dessen die Anpassung stattfindet, durch den Index des Monats November 2011 teilt. Nach Anwendung des Koeffizienten werden die so erhaltenen Beträge auf den nächsten unteren Euro abgerundet, außer wenn der abgerundete Betrag niedriger als der ursprüngliche Betrag ist."

Art. 11 - In Artikel 18 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Wörter "oder dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen" nach "dem messtechnischen Dienst" eingefügt.

Art. 12 - In Anhang 4 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° zwischen den Wörtern "Zulassungs- und Ablehnungstempel" und den Wörtern "Zulassungstempel bei der Ersteichung oder Nacheichung" wird das Folgende eingefügt:



2° die Wörter "oder dem Wallonischen gesetzlichen Messwesen" werden nach "dem messtechnischen Dienst" eingefügt.

Art. 13 - Artikel 20 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Abweichend von Artikel 10 kann das Wallonische gesetzliche Messwesen bis zum 31. Dezember 2018 den Zulassungsbewerbern, die eine aktuelle Akte bei einer Akkreditierungsstelle haben, oder aufgrund der europäischen Normen EN 17025 und EN ISO/IEC 17020 bereits als Inspektionsstelle des Typs A akkreditiert sind, eine vorläufige Zulassung gewähren."

Art. 14 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verkehrssicherheit gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Juni 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/12947]

21 JUNI 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 betreffende de goedkeuring, de ijking en de installatie van de meettoestellen gebruikt om toezicht te houden op de naleving van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsbesluiten

De Waalse Regering,

Gelet op de wet over de politie op het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 62, vierde lid, gewijzigd bij de wetten van 4 augustus 1996 en 9 maart 2014;

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikelen VIII.43, VIII.46, VIII.51, VIII.52, VIII. 53, VIII.54, VIII.55, VIII.56;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 betreffende de goedkeuring, de ijking en de installatie van de meettoestellen gebruikt om toezicht te houden op de naleving van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsbesluiten;

Gelet op de mededeling aan de Europese Commissie op 6 maart 2018 overeenkomstig artikel 5, § 1, van Richtlijn 2015/1535/EU van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Gelet op het verslag van 15 maart 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 februari 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 29 maart 2018;

Gelet op advies 63.278/4 van de Raad van State, gegeven op 2 mei 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het koninklijk besluit van 20 december 1972 houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, meetstandaarden en meettoestellen, en tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van hoofdstuk II van deze wet, over de meettoestellen de delegatie van de herijkverrichtingen mogelijk maakt en organiseert;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 12 oktober 2010 betreffende de goedkeuring, de ijking en de installatie van de meettoestellen gebruikt om toezicht te houden op de naleving van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsbesluiten wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 1/1. In dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Waalse Minister: de Minister bevoegd voor de Verkeersveiligheid of diens afgevaardigde;

2° de Waalse wettelijke Metrologie: de Directie of de cel van het Operationeel directoraat-generaal Wegen en Gebouwen van de Waalse Overheidsdienst belast met de wettelijke metrologie en de uitvoering van de metrologische prestaties."

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid:

"In afwijking van het eerste lid kan de Waalse Minister beslissen dat de modelgoedkeuring voor bepaalde meettoestellen niet vereist wordt. In dit geval bepaalt de Waalse Minister de proeven die worden verricht en de wijze waarop ze worden uitgevoerd met het oog op de eerste ijk, de herijk en de technische controle. De Waalse Minister bepaalt ook de inhoud van het ijkcertificaat."

Art. 3. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, eerste lid, worden de woorden "of bij de Waalse wettelijke Metrologie" ingevoegd tussen de woorden "Middenstand en Energie" en de woorden ", ingediend door de fabrikant of,";

2° in § 2, tweede lid, worden de woorden "of aan de Waalse wettelijke Metrologie" ingevoegd tussen de woorden "aan de Dienst Metrologie" en de woorden "voorgelegd samen".

Art. 4. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met de woorden "of aan de Waalse wettelijke Metrologie";

4° in het tweede lid, worden de woorden "of de Waalse wettelijke Metrologie" ingevoegd tussen de woorden "door de Dienst Metrologie" en de woorden "verleend op basis" .

4° in het derde lid, worden de woorden "of de Waalse wettelijke Metrologie" ingevoegd tussen de woorden "De Dienst Metrologie" en het woord "vermeldt" .

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt het eerste lid aangevuld met de woorden "of op de Waalse wettelijke Metrologie".

Art. 6. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 10. De toestellen zijn onderworpen aan eerste ijk, herijk en technische controle waarvan de proeven overeenkomstig het modelgoedkeuringsdossier worden uitgevoerd door een daartoe erkend organisme of door de Waalse wettelijke Metrologie.

Om erkend te worden moeten de keuringsinstellingen:

1° op basis van de Europese normen EN 17025 en EN ISO/IEC 17020, geaccrediteerd worden als keuringsinstellingen van type A door een accreditatieorganisme overeenkomstig de eisen EN 17020, type A, binnen het Belgische accreditatiesysteem of volgens een gelijkwaardige accreditatie in een andere lidstaat van de Europese Unie of in een EVA-land dat partij is bij de EER-Overeenkomst of in Turkije of in Zwitserland;

2° zorgen voor de naleving van de eisen bepaald onder titel Ibis van het koninklijk besluit van 20 december 1972 houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 1972 juni 16 betreffende de meeteenheden, meetstandaarden en meettoestellen, en tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van hoofdstuk II van deze wet, over de meettoestellen, dat de delegatie van de herijkverrichtingen mogelijk maakt en organiseert.

Volgens de eisen bepaald in dit artikel verleent de Waalse wettelijke Metrologie een erkenningscertificaat aan de keuringsinstelling voor de uitvoering van de eerste ijk en de herijk.

Voor de meettoestellen bedoeld in dit besluit brengen de erkende keuringsinstellingen of de Waalse wettelijke Metrologie na afloop van de herijkverrichting de aanvaardingsmerken, de afkeuringsmerken, en de verzegelingsmerken aan zoals bepaald in de artikelen 34bis9, 34bis16, 34bis17 en 34bis18 van het koninklijk besluit van 20 december 1972 houdende gedeeltelijke inwerkingtreding van de wet van 16 juni 1970 betreffende de meeteenheden, meetstandaarden en meettoestellen, en tot vaststelling van de toepassingsmodaliteiten van hoofdstuk II van deze wet, over de meettoestellen.

Het erkenningscertificaat voorziet in de termijn voor de overdracht van de resultaten van de herijk naar de Waalse wettelijke Metrologie alsook in de door de erkende keuringsinstelling te gebruiken verzegelingsmerken.

Wanneer de erkende keuringsinstelling de overeenkomstig dit artikel genomen bepalingen niet naleeft, kan de Waalse Minister de erkenning geheel of gedeeltelijk opschorten of intrekken nadat de erkende keuringsinstelling in staat is gesteld om zijn opmerkingen te maken."

Art. 7. In artikel 14, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "of aan de Waalse wettelijke Metrologie" ingevoegd tussen de woorden "de Dienst Metrologie" en de woorden "te worden overgemaakt in het kader".

Art. 8. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 16. De Waalse wettelijke Metrologie vermeldt in het modelgoedkeuringsdossier voor elk type van installatie, de controletesten die moeten worden uitgevoerd en met welke periodiciteit.

De conformiteit van elke nieuwe vaste installatie ten opzichte van de modelgoedkeuring, de juiste werking ervan en de door een nieuw certificaat gedekte periodieke controletesten, worden uitgevoerd door een organisme dat daartoe erkend wordt op basis van de eisen van de Europese norm EN 17020, type A, in het kader van het Belgische accreditatiesysteem of volgens een gelijkwaardige accreditatie in een lidstaat van de Europese Gemeenschap of in een EVA-land dat partij is bij de EER-Overeenkomst of in Turkije of in Zwitserland.

Het dossier van elke installatie bevat gedetailleerde plannen van de installatie, het certificaat van conformiteit, de testresultaten en, in voorkomend geval, de beelden genomen door de installatie (in het bijzonder alle nodige informatie in verband met de onafhankelijke controlemethode). Het dossier wordt bezorgd aan:

- 1° de Waalse wettelijke Metrologie, die belast is met het hoog toezicht;
- 2° het desbetreffende Parket;
- 3° de desbetreffende wegbeheerder;
- 4° de desbetreffende Politiezone of Federale Politie.

Een regelmatig onderhoud van en een toezicht op de vaste installaties moeten georganiseerd worden om duurzame metrologische prestaties te waarborgen.

Wanneer een tekortkoming wordt vastgesteld of een wijziging aan de installatie gebeurt, moet die buiten dienst gesteld worden. Zodra de nodige herstellingen of wijzigingen zijn voltooid, dient het dossier te worden bijgewerkt en opgestuurd door het organisme."

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van hoofdstuk VI vervangen als volgt:

"Vergoedingen".

Art. 10. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 17. § 1. Het bedrag van de vergoeding voor een modelgoedkeuring, verschuldigd aan de Waalse wettelijke Metrologie voor het onderzoek en evaluatie van de meet- en proefverslagen en voor de afgifte van de goedkeuring, bedraagt 1.500 euro.

Het in het eerste lid bedoelde bedrag wordt verminderd tot :

- 1° 750 euro bij een variant van een reeds goedgekeurd model als voor deze variant nieuwe proefverslagen nodig zijn;
- 2° 250 euro bij een zuiver administratieve variant.

§ 2. Wanneer de eerste ijk of de eerste ijk na herstelling door de Waalse wettelijke Metrologie wordt uitgevoerd, bedraagt de vergoeding verschuldigd voor het onderzoek en evaluatie van de meet- en proefverslagen en voor de afgifte van het verslag van de eerste ijk 500 euro.

Wanneer de herijk door de Waalse wettelijke Metrologie wordt uitgevoerd, bedraagt de vergoeding verschuldigd voor het onderzoek en evaluatie van de meet- en proefverslagen en voor de afgifte van het verslag van de herijk 250 euro.

Wanneer een technische controle op aanvraag door de Waalse wettelijke Metrologie wordt uitgevoerd, bedraagt de vergoeding verschuldigd voor het onderzoek en evaluatie van de meet- en proefverslagen en voor de afgifte van het verslag van de technische controle 500 euro.

§ 3. Wanneer het ijkmerk wordt afgekeurd, is de vergoeding verschuldigd alsof het merk werd toegekend. De vergoeding is opnieuw verschuldigd wanneer de ijking van het betrokken instrument wordt herbegonnen.

Wanneer de ijking onderbroken of vertraagd wordt om redenen waarvoor de aanvrager of de houder verantwoordelijk is dan wordt de wachttijd gefactureerd aan 100 euro per uur.

Indien de aanvraag voor herijk door de aanvrager of de houder minder dan drie wekdagen, behalve zaterdag, zondag en wettelijke verlofdagen, voor de voorziene datum wordt ingetrokken dan is een forfaitaire vergoeding verschuldigd gelijk aan 40 % van de vergoeding verschuldigd zou zijn zo de ijking had plaatsgevonden maar dit bedrag mag niet groter zijn dan 200 euro.

§ 4. De houders van de in dit besluit bedoelde meettoestellen moeten deze ter beschikking stellen van de ambtenaren van de Waalse wettelijke Metrologie, op hun eenvoudig verzoek en gedurende de ganse tijd die nodig is voor de ijking of de technische controle, desnoods met stopzetting van hun gebruik. Op verzoek van de ambtenaren van de Waalse wettelijke Metrologie moeten ze het materieel en het personeel leveren, die voor deze verrichtingen nodig zijn.

§ 5. De bedragen van de metrologische vergoedingen van dit besluit worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De berekening van de aanpassing geschiedt op basis van de coëfficiënt die bekomen wordt door het indexcijfer van de maand november die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing zal plaatsvinden, te delen door het indexcijfer van de maand november 2011. Na toepassing van de coëfficiënt worden de bekomen bedragen afgerond tot de dichtstbijzijnde euro naar beneden, behalve als het afgeronde bedrag kleiner is dan het oorspronkelijke bedrag."

Art. 11. In artikel 18, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "of door de Waalse wettelijke Metrologie" ingevoegd tussen de woorden "Dienst Metrologie" en het woord , "bedraagt".

Art. 12. In bijlage 4 bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° tussen de woorden "Aanvaardingsmerken en merken van afkeur" en de woorden

"Aanvaardingsmerken bij eerste ijk of herijk" wordt hetgeen volgt ingevoegd:



2° de woorden "of de Waalse wettelijke Metrologie" worden ingevoegd tussen de woorden de "Metrologische Dienst" en de woorden ", rechthoekige vorm".

Art. 13. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid :

"Tot 31 december 2018 kan de Waalse wettelijke Metrologie in afwijking van artikel 10 een voorlopige erkenning afleveren aan kandidaten die een erkenningsaanvraag hebben ingediend en waarvan het accreditatiedossier nog lopende is bij een accreditatieorganisme of die op basis van Europese normen EN 17025 en EN ISO/IEC 17020 reeds geaccrediteerd worden als keuringsinstellingen van type A .".

Art. 14. De Minister tot wiens bevoegdheden de verkeersveiligheid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 juni 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer,
Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2018/203195]

20 JUNI 2018. — Ministerieel besluit houdende vervanging van leden van de Commissie "Ondernemingsplannen"

De Minister van Werk,

Gelet op de wet van 1 februari 2011 houdende verlenging van de crisismaatregelen en uitvoering van het interprofessioneel akkoord, de artikelen 21, 23 en 25, gewijzigd bij de wet van 12 april 2011;

Gelet op het ministerieel besluit van 8 juli 2009 tot benoeming van leden van de Commissie "Ondernemingsplannen";

Overwegende dat er aanleiding toe bestaat leden van deze commissie te vervangen;

Gelet op de voordracht gedaan door één van de representatieve werkgeversorganisaties die in de Nationale Arbeidsraad zetelen,

Besluit :

Artikel 1. De heren Jean-Charles PARIZEL, te Sint-Pieters-Woluwe, en Philippe VERWILT, te Brugge, worden, als vertegenwoordigers van één van de representatieve werkgeversorganisaties, tot vaste leden

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2018/203195]

20 JUIN 2018. — Arrêté ministériel portant remplacement de membres de la Commission "Plans d'entreprise"

Le Ministre de l'Emploi,

Vu la loi du 1^{er} février 2011 portant la prolongation de mesures de crise et l'exécution de l'accord interprofessionnel, les articles 21, 23 et 25, modifiée par la loi du 12 avril 2011;

Vu l'arrêté ministériel du 8 juillet 2009 nommant des membres de la Commission "Plans d'entreprise";

Considérant qu'il y a lieu de pourvoir au remplacement de membres de cette commission;

Vu les présentations faites par une des organisations représentatives d'employeurs qui siègent au Conseil national du Travail,

Arrête :

Article 1^{er}. Messieurs Jean-Charles PARIZEL, à Woluwe-Saint-Pierre, et Philippe VERWILT, à Bruges, sont nommés, en qualité de représentants d'une des organisations représentatives d'employeurs,